

Université: absents de la mobilisation, les lycéens n'ont peut-être pas dit leur dernier mot

Paris, 3 mai 2018 (AFP) -

Le mouvement de contestation contre les nouvelles règles d'accès à l'université, en train de s'essouffler, a peu rallié les lycéens, mais ils pourraient se mobiliser au moment des premières réponses sur Parcoursup ou même à la rentrée prochaine.

"Ce sont les grands absents de la mobilisation, alors même qu'ils sont les premiers concernés", constate Hugo Melchior, doctorant en histoire politique contemporaine et ancien militant étudiant.

Il y a eu à peine une dizaine de lycées bloqués quelques heures depuis l'annonce de la loi sur l'orientation et la réussite des étudiants (ORE), et les lycéens étaient peu présents dans les manifestations nationales...

Lundi matin, Hélène, en Terminale, s'est levée à 06H00 pour bloquer son lycée, Sophie Germain, dans le centre de Paris. "On a commencé une mobilisation, mais ça n'a pas pris...", regrette-t-elle. "La fac ne doit pas devenir sélective", dit-elle, alors que selon ses détracteurs, la nouvelle loi va instaurer une sélection à l'université.

"Si la mobilisation existe, elle n'est malheureusement pas au niveau où on pouvait l'attendre", reconnaît Ugo Thomas, président du Syndicat général des lycéens (SGL), un des syndicats lycéens.

Quand la contestation a pris de l'ampleur fin mars, c'est dans les facs qu'elle s'est exprimée, tout en restant limitée à une dizaine d'établissements partiellement ou totalement bloqués.

Les étudiants grévistes sont bien conscients que la contestation lycéenne ne suit pas pour le moment. A Nanterre, où la reconduite du blocage de l'université a été décidée mercredi, ils ont ainsi appelé à amplifier le mouvement en se rendant notamment dans les lycées pour "les convaincre de se lancer dans la mobilisation".

"Lorsqu'en 1986, les étudiants avaient joué le rôle de fer de lance contre le projet Devaquet, l'implication des lycéens avait été décisive", rappelle Hugo Melchior.

Comment expliquer cette fois-ci leur absence? Le doctorant évoque plusieurs hypothèses: "un déficit d'information", "la pression du bac", "le contrôle de l'administration", "la pression parentale", "les doutes dans la capacité de l'action collective contestataire à produire des résultats", "la peur des débordements dans les manifestations" ou encore "la pénurie de militants syndicaux et politiques dans les lycées".

- "Moins pire qu'avant" -

"Certains lycéens vivent peut-être aussi comme un soulagement le fait de savoir que si sélection il y a, elle ne se fera plus par tirage au sort", comme cela se faisait avec l'ancien système APB très critiqué, note aussi Hugo Melchior pour expliquer l'"attentisme des lycéens".

"Ce sera sans doute moins pire qu'avant", estime ainsi Lilà, en Terminale ES à Paris. "On est l'année test, on ne peut pas vraiment savoir comment ça va se passer et si on aura des réponses positives à nos vœux mais je suis confiante", renchérit Anne, également en Terminale ES, qui espère être prise en prépa ou en droit.

Certaines échéances pourraient se révéler cruciales. Comme le 22 mai, quand les premières réponses sur la plateforme Parcoursup vont tomber. Si le système s'engorge et que des dizaines de milliers de candidats se retrouvent "en attente", "on peut imaginer que nombre de lycéens seront surpris", prédit Ugo Thomas.



Pour le président du SGL, d'autres moments pourraient être critiques et de nature à susciter le mécontentement: à partir du 21 août, quand le délai pour répondre aux propositions d'admission sera raccourci à 24 heures, et "peut-être aussi fin août, quand les propositions de +recasage+ aux candidats qui n'ont été pris nulle part ne seront pas satisfaisantes".

"La réforme peut très bien être une bombe à retardement pour le gouvernement, qui pourrait la traîner comme un boulet pendant plusieurs mois", n'exclut pas non plus Hugo Melchior. L'an prochain, il sera en effet possible de "voir si les effets de la réforme rendent justice aux critiques des opposants. A ce moment-là, une crise du consentement pourrait advenir peut-être plus facilement car les syndicats de lycéens pourront s'appuyer sur un constat empirique", poursuit-il. Ainsi, "le mouvement lycéen de masse qu'on n'a pas vu cette année pourrait très bien advenir l'année prochaine".

ito/fmp/epe/gf

Afp le 03 mai 18 à 08 05.